



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization

Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Organización  
de las Naciones Unidas  
para la Educación,  
la Ciencia y la Cultura

Организация  
Объединенных Наций по  
вопросам образования,  
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة  
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、  
科学及文化组织

ED/EFA/2007/ME/29  
Paris, December 2007  
Original: English



Education for All

Quatrième rencontre de la Consultation collective des ONG sur l'Education pour  
tous (CCONG/EPT)  
Dakar, Sénégal  
3 – 5 septembre 2007

Déclaration des ONG sur l'Education pour tous

A mi-parcours de 2015 : Atteindre les laissés-pour-compte



**Collective Consultation of NGOs**  
ON EDUCATION FOR ALL  
**Consultation Collective des ONG**  
SUR L'EDUCATION POUR TOUS  
**Consultación Colectiva de las ONG**  
EN EDUCACIÓN PARA TODOS



**Déclaration des ONG sur l'Education pour tous**  
**Quatrième rencontre de la Consultation collective des ONG sur**  
**l'Education pour tous (CCONG/EPT)**  
**3 – 5 septembre 2007**  
**Dakar, Sénégal**

**A mi-parcours de 2015 : Atteindre les laissés-pour-compte**

La Consultation collective de la société civile de différentes régions du monde que nous représentons, a décidé de se réunir après avoir pris conscience de la nécessité à réagir à la négligence et à l'érosion persistantes des droits des enfants, des jeunes et des adultes à une éducation de qualité, particulièrement ceux issus de communautés défavorisées et exclues. Ceci se produit dans un contexte de disparités croissantes, de pauvreté persistante, et ironiquement, de tendances généralisées de ce que l'on nous décrit comme une croissance économique mondiale. Cette situation est rendue pire par la fragilité des communautés frappées par les conflits, les catastrophes naturelles et la pandémie du VIH et du SIDA.

Nous nous sommes efforcés de renforcer nos capacités d'engagement politique et de plaidoyer et avons pris des mesures importantes visant à nous organiser dans des coalitions et des réseaux plus grands, plus forts et plus matures, et nous avons obtenu un certain impact. Nos études régionales sur la "Participation de la société civile au dialogue autour de la politique éducative et du processus d'EPT" fournissent de nombreux exemples d'interaction réussie avec l'état et les OSC dans ce secteur. Mais dans de nombreux pays, les gouvernements ont ignoré le rôle crucial de la société civile ou se sont limités à des déclarations théoriques la concernant, nous réduisant trop souvent à des rôles symboliques. De nombreux gouvernements et donateurs ne considèrent toujours pas la société civile comme un partenaire à part entière et ils n'ont toujours pas institutionnalisé notre présence dans tous les mécanismes et structures qui entourent les processus de l'EPT.

Pour cette quatrième réunion, sept ans après Dakar 2000 et à mi-parcours vers la date d'échéance prévue de l'Education pour tous, nous en arrivons à articuler avec frustration de nombreuses déclarations qui ont déjà été prononcées dans le passé, même si nous sommes conscients des avancées réalisées à ce stade concernant les objectifs de l'EPT. Nous insistons pour demander aux gouvernements de placer l'éducation au premier plan en tant que priorité nationale. Nous exigeons toujours que des ressources soient mises à la disposition des salles de classe et du développement professionnel des enseignants, plutôt que dans les armes.

De nombreux gouvernements n'ont pas encore adopté l'agenda complet de l'EPT et n'admettent pas le fait que les six objectifs soient inextricablement liés et ne peuvent être abordés de manière sélective ou isolément. La plupart des pays d'Afrique et d'Asie ont déjà échoué en ce qui concerne l'objectif de 2005 sur la parité dans la scolarisation des filles et des garçons. Certains objectifs de l'EPT sont négligés, tels que l'éducation de la petite enfance et l'alphabétisation des adultes, et les gouvernements et donateurs se soucient à peine de l'éducation de base et des compétences techniques et professionnelles pour les jeunes et les adultes qui n'ont pu bénéficier d'une éducation scolaire formelle. Même pour les objectifs où des avancées ont été enregistrées, les progrès d'un pays à l'autre ont été mitigés et inégaux. Bien que toutes les régions aient annoncé des progrès, ce qui s'est traduit par une réduction du nombre d'enfants non scolarisés de 125 à 77 millions, nous insistons sur le fait que le rythme est insuffisant pour permettre d'atteindre les laissés-pour-compte à temps, à moins que tout le monde ne se mobilise dans un mouvement pour l'EPT basé sur les droits, à savoir une plate-forme inclusive pour les sans voix autant que pour ceux qui sont au pouvoir.

Nous sommes profondément déçus que les promesses fermes qui ont été faites auparavant en vue de s'assurer qu'aucun pays ne soit privé des ressources nécessaires pour financer ses plans pour l'EPT n'ont pour la plupart pas été tenues, ce qui a entraîné un déficit de \$11 milliards par an à combler. Nous déplorons le fait que l'aide à l'éducation demeure infime, est souvent liée à des conditionnalités et n'est pas toujours fournie sous forme de subventions, ce qui alourdit encore plus le fardeau de la dette de nombreux pays pauvres. Certes, le mécanisme de financement de l'initiative accélérée pour l'EPT a amélioré ses processus afin que les fonds circulent de manière plus systématique alors qu'un espace a été créé pour la représentation de la société civile, mais de nombreux pays à faibles revenus attendent encore d'être inclus dans un programme et de nombreux autres pays à revenus faibles à moyens ne sont pas éligibles, alors même que des dettes lourdes et des problèmes de fiscalité les empêchent de combler leurs besoins en matière de ressources pour l'éducation.

Dans notre évaluation des progrès et des retards concernant l'engagement au Cadre d'action de Dakar à "s'assurer de l'engagement et de la participation de la société civile à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi des stratégies pour le développement éducationnel", nous avons identifié des facteurs déterminants pour une participation effective et un partenariat réel entre les organisations de la

société civile et les gouvernements nationaux. Nous sommes conscients que la société civile elle-même doit se restructurer en vue des tâches à venir, être plus apte à rendre des comptes et renforcer sa crédibilité.

Nous saisissons l'opportunité offerte par cette réunion pour entamer une réflexion interne et pour définir des stratégies sur la manière de nous renforcer, de dynamiser nos partenariats Sud-Sud et Nord-Sud et de créer des alliances entre les défenseurs de l'EPT et les autres mouvements sociaux.

Pour réaliser tout ceci, nous devons prendre les mesures suivantes :

- Créer et asseoir notre capacité à assurer un plaidoyer basé sur l'expérience, notamment le plaidoyer de politique aux échelons les plus élevés ; maintenir la pression pour obtenir un espace élargi pouvant permettre une participation des OSC à tous les niveaux ;
- S'assurer que tous les détenteurs de droits soient pleinement informés de leurs droits à une éducation gratuite et de qualité, et renforcer leurs capacités à faire respecter ces droits par le biais des instances juridiques au niveau approprié ;
- Renforcer notre base de ressources financières et humaines/techniques, tout en encourageant l'autonomie et l'utilisation des ressources locales que nous pouvons apprendre à unir afin de mener des actions ayant un impact plus élevé ;
- Renforcer nos mécanismes de communication et faire passer à l'échelle le partage de l'information à l'aide de formats plus conviviaux ;
- Ne pas négliger le principe de responsabilité et consolider progressivement notre crédibilité ; mettre au point des mécanismes de contrôle interne afin de guider la croissance et de synchroniser l'agenda de la société civile ;
- Promouvoir le mécanisme CCONG/EPT et le faire connaître le plus largement possible auprès des partenaires à tous les niveaux, qu'il s'agisse des communautés, du secteur privé, des gouvernements ou des donateurs ; s'efforcer de donner plus de visibilité aux organisations de coordination régionale ainsi qu'aux réseaux d'ONG, afin de discuter de manière formelle avec les bureaux de l'UNESCO ainsi qu'avec les organes économiques régionaux et les forums de donateurs.
- Evoluer vers un passage à l'échelle du mouvement élargi pour l'EPT qui fera participer toutes les OSC, particulièrement celles des parents, des enfants, des jeunes et des enseignants, en partenariat avec les officiels du gouvernement, les élus, les médias, les institutions et les groupes confessionnels, le secteur privé et les donateurs ; nous consolider autour d'une plate-forme unique ayant une forte voix.

Nous enjoignons à l'UNESCO et aux autres agences des Nations unies concernées :

- De faire participer les ONG de manière formelle et de fournir des fonds pour assurer leur participation aux évaluations à mi-parcours de l'EPT et à tous les processus mondiaux et régionaux de l'EPT ;
- Mener une évaluation publique des fonds consacrés à l'EPT qui ont été acheminés vers les bureaux de l'UNESCO sur le terrain et examiner la manière dont ils ont permis d'appuyer la participation des membres du CCONG/EPT dans leurs pays respectifs (et pas uniquement des OSC qu'ils préfèrent) ;
- Attirer d'avantage de soutien pour le mécanisme CCONG/EPT aussi bien en fonds qu'en ressources humaines afin de faciliter la création de liens plus étroits entre les membres du CCONG, l'UNESCO Siège et les bureaux régionaux, et de maintenir un flux de communication régulier avec tous les membres du CCONG/EPT ;
- Faciliter le dialogue entre le CCONG/EPT et les donateurs, particulièrement aux niveaux régional et national.

Nous encourageons les gouvernements nationaux à :

- Assumer leurs obligations pour s'assurer que le droit des citoyens à l'éducation soit respecté et jouer un rôle décisif au sein des partenariats nationaux dans ce sens ;
- Considérer les objectifs de l'EPT comme étant "indivisibles", réaliser que l'atteinte d'un objectif est étroitement liée à la réalisation des autres objectifs, et porter plus d'attention aux objectifs négligés, particulièrement les objectifs 1, 3 et 4 ;
- Intégrer l'éducation dans l'agenda de politique sur les priorités nationales ;
- Institutionnaliser la participation des OSC à tous les organes liés à l'EPT à tous les niveaux et dans toutes les phases des plans d'action et programmes éducationnels, y compris l'évaluation de l'impact ;
- Encourager une culture de la démocratie au sein de laquelle seront cultivés un dialogue institutionnalisé sur l'EPT, le droit de s'organiser librement et la liberté d'expression ;
- Accorder une attention particulière et un financement aux groupes marginalisés, par exemple ceux vivant dans des zones post-conflit, les réfugiés, les populations indigènes, les personnes handicapées et tous ceux qui se sentent socialement et économiquement exclus, abolir les frais de scolarité et prendre des mesures contre les frais cachés ;
- Développer des réponses compréhensives au VIH et au SIDA et impliquer pleinement le secteur éducatif qui doit se concentrer en premier lieu sur la protection des générations futures contre l'infection. Pour ce faire, il devra privilégier l'intégration de programmes de compétences sur la vie courante axés sur le VIH dans le programme scolaire, la formation systématique des éducateurs, la réduction de l'impact du VIH et du SIDA et la lutte contre la marginalisation et la discrimination.
- Résister aux tendances en matière de privatisation au sein de l'éducation de base, lutter contre la corruption et la mauvaise gestion des fonds

- consacrés à l'éducation à tous les niveaux, s'assurer que les processus de décentralisation entraînent la participation et l'autonomisation des populations locales, plutôt que le renoncement de l'état à son devoir de faire respecter le droit à l'éducation ;
- Reconnaître les éducateurs comme des spécialistes en matière d'éducation et leur garantir un certain statut afin de préserver les éducateurs de qualité au sein du système éducatif ;
  - Intégrer de manière formelle la Protection et le développement de la petite enfance dans l'échelle éducative ;
  - Intégrer les questions liées au genre aux systèmes éducatifs, avec un appui constitué de ressources adéquates et d'un engagement politique fort, afin de s'assurer de l'égalité entre les sexes dans et par l'éducation ;
  - Réagir aux effets de la détérioration de l'environnement sur l'accès et la qualité de l'éducation.

Nous lançons un appel aux donateurs pour

- Qu'ils respectent leurs engagements à combler les déficits en ressources pour l'EPT grâce à des financements prévisibles et à long terme, afin d'éviter un affaiblissement de tout le processus de l'EPT ;
- Qu'ils formalisent la participation des ONG aux processus officiels où se décident l'allocation et la définition des priorités en ce qui concerne les programmes éducatifs à financer ;
- Qu'ils fassent preuve de transparence dans l'ensemble du processus, notamment la sélection, la mise en œuvre, l'établissement de rapports financiers et l'évaluation des programmes ;
- Qu'ils appuient les initiatives indépendantes des ONG visant à suivre les avancées dans la réalisation des objectifs de l'EPT et qui examineraient et vérifieraient les données officielles.